

LA DIRECTION DE LA POLICE JUDICIAIRE ET SON

CONTROLE PAR LES AUTORITES JUDICIAIRES

EN ESPAGNE

Textes de référence :

- ✓ Constitution espagnole de 1978.
- ✓ Code de procédure pénale.
- ✓ Loi organique n° 6/1985 du 1er juillet 1985 sur le Pouvoir judiciaire (en annexe).
- ✓ Loi organique n°2/1986 du 13 mars 1986 sur les Forces et Corps de Sécurité (en annexe).
- ✓ Décret royal n°769/1987 du 19 juin 1987 sur la Police judiciaire (en annexe).
- ✓ Loi n° 4/1992 du Parlement basque du 17 juillet 1992 relative à la Police.
- ✓ Loi n° 10/1994 du Parlement de Catalogne du 11 juillet 1994.

Table des matières

A. Cadre légal en vigueur dans l'ordre juridique espagnol	2
1. Composantes de la Police judiciaire	3
2. Unités de police judiciaire: structure opérante	5
B. Pluralité des Corps de la Police judiciaire	6
1. Coordination	6
2. Conflits entre les différents corps de police	7
C. Les missions de la police judiciaire	8
1. Les principes généraux dans le cadre des missions de police judiciaire	8
2. Les missions concrètes dans le cadre d'une procédure abrégée	9
3. Autres missions inhérentes à l'enquête et au procès	10
a) le placement en garde à vue	10
b) l'élaboration de rapports d'expertise	11
c) en matière d'infractions au Code de la circulation	12
d) les perquisitions	12
e) les interceptions téléphoniques	13
f) la remise en circulation de drogues ou autres produits	13

g) L'efficacité de la police judiciaire pendant le procès	13
D. Annexes	14
1. Extraits de la Loi organique n° 6/1985 du 1er juillet 1985 sur le Pouvoir judiciaire	14
2. Extraits de la Loi organique n°2/1986 du 13 mars 1986 relative aux Forces et Corps de Sécurité.....	16
3. Extraits du Décret royal n° 769/1987 du 19 juin 1987 sur la Police judiciaire.	19
4. Extraits du Décret royal n° 769/1987 du 16 juin 1987 relatif à la réglementation de la police judiciaire.....	25

A. Cadre légal en vigueur dans l'ordre juridique espagnol

Le législateur attribue à la police judiciaire des fonctions et des actes dans le cadre d'une enquête sur des faits ayant une apparence délictuelle, sur l'identification des personnes qui auraient participé à de tels faits; également, la police judiciaire intervient dans la collecte et la conservation des preuves en relation avec les délits et infractions qui sont à l'origine de la procédure.

La législation comprend des dispositions de niveau hiérarchique différent qui régissent l'organisation et le fonctionnement de la police judiciaire:

En premier lieu, la Constitution espagnole de 1978 fait référence à la police judiciaire au Titre VI, celui-ci établit dans le cadre de l'enquête d'une infraction, une dépendance directe de la police judiciaire vis-à-vis des juges, des tribunaux et du ministère public. L'article 126 de la Constitution fondamentale dispose que "la police judiciaire dépend des Juges, des Tribunaux et du Ministère public dans les fonctions d'enquête des délits, de recherche des délinquants, dans les termes établis par la loi";

En second lieu, la Constitution fait référence aux dispositions législatives qui mettent en application les règles qui régissent l'organisation de la police judiciaire. Dans un tel contexte, les principales dispositions sont les suivantes:

- ✓ la Loi organique n° 6/1985 du 1er juillet 1985 sur le Pouvoir judiciaire, Titre IV du Livre IV, articles 443 à 446;
- ✓ la Loi organique n°2/1986 du 13 mars 1986 sur les Forces et Corps de Sécurité, Chapitre V du Titre II, les articles 26 à 36 sont relatifs à l'organisation des Unités de la Police judiciaire;
- ✓ la Loi de procédure criminelle ou Code de procédure pénale de 1882 consacre les articles 282 à 298 à la Police judiciaire et aux Unités spéciales (Titre III du Livre II), quant à l'article 786, il met en œuvre la procédure spéciale abrégée;

- ✓ le Décret royal n° 769/1987 du 19 juin 1987 sur la Police judiciaire régleme l'organisation, la répartition territoriale des unités organiques, le régime juridique applicable et les procédures de sélection du personnel;
- ✓ la Loi n° 4/1992 du Parlement basque du 17 juillet 1992 relative à la Police, compte parmi les dispositions, les articles 112 à 115 qui traitent de l'organisation, des missions de la Police judiciaire dans le Corps de l'Ertzaintza;
- ✓ la Loi n° 10/1994 du Parlement de Catalogne du 11 juillet 1994 consacre les articles 13 à 15 aux Unités de la Police judiciaire au niveau de la Communauté catalane.

1. Composantes de la Police judiciaire

Selon les dispositions précitées, les concepts et le personnel composant la police judiciaire varient. En effet, l'article 283 du Code de procédure pénale de 1882 (Ley de Enjuiciamiento Criminal) donne une énumération du personnel et des corps composant la police judiciaire.

Cette classification remonte à une époque lointaine dans le temps, à tel point que certaines des catégories n'existent plus dans la société actuelle. Cette disposition, dans le cadre d'une enquête d'une infraction et de la recherche des auteurs, précise que les auxiliaires des magistrats, des tribunaux et du Ministère public soumis à l'obligation de suivre les instructions de ces derniers composent la police judiciaire.

Plus précisément, l'article 283 dispose que la police judiciaire est composée de:

- ✓ des autorités administratives chargées de la sécurité publique et de la poursuite de tous les délits;
- ✓ des employés et subalternes de la police chargée de la sécurité, quelque soit la dénomination qu'ils reçoivent;
- ✓ des maires, des adjoints au maire;
- ✓ des chefs, des officiers et individus de la gendarmerie (Guardia civil) ou de toute autre force de sécurité chargée de la poursuite des délinquants;
- ✓ des veilleurs de nuit, vigiles et de tous les agents municipaux de la police urbaine ou rurale;
- ✓ des gardes-champêtre, des gardes-chasse, des gardes-pêche, assermentés par l'administration;
- ✓ des fonctionnaires des corps spéciaux des prisons;
- ✓ des agents judiciaires et autres subalternes des tribunaux et juridictions;
- ✓ du personnel dépendant de la Direction centrale de la circulation, chargée des recherches techniques en matière d'accidents de la route.

Cette énumération des personnes composant la police judiciaire est très large; on constate que de nos jours l'ensemble de ces fonctionnaires assure des fonctions distinctes de celles caractérisant la police judiciaire. Il est donc préférable de faire abstraction de ce concept donné par les rédacteurs du Code de procédure pénale.

Par ailleurs, l'article 443 de la Loi organique n° 6/1985 du 1er juillet 1985 sur le Pouvoir judiciaire procède à une description générique de la police judiciaire plus adaptée à notre époque.

En effet, le législateur attribue les fonctions propres à la police judiciaire à tous les membres des Forces et des Corps de sécurité, qu'ils appartiennent au Gouvernement central, aux Communautés autonomes ou aux entités locales.

Dans le même sens, l'article 1 du Décret royal n° 769/1987 du 19 juin 1987 sur la Police judiciaire régleme l'organisation, la répartition territoriale des unités organiques, le régime juridique applicable, et les procédures de sélection du personnel précise que les fonctions générales de la police judiciaire sont assurées par les membres des Forces et des Corps de sécurité, quelque soit la nature et la dépendance vis-à-vis de la hiérarchie.

Finalement, c'est l'article 444 de la Loi organique n° 6/1985 du 1er juillet 1985 sur le Pouvoir judiciaire qui donne la définition la plus stricte et caractéristique de la police judiciaire.

Cette disposition est relative à la création des Unités organiques de la police judiciaire, qui sont directement rattachées aux autorités judiciaires et au parquet. Les rédacteurs de cette disposition font référence à une réglementation postérieure qui régit l'organisation des ces unités, la sélection des membres qui les composent et le régime juridique applicable.

Du point de vue des unités spéciales de la police judiciaire, depuis la promulgation de la loi sur le pouvoir judiciaire de 1985, aussi bien la doctrine que la magistrature sont unanimes sur le fait qu'il était nécessaire et urgent de rendre effective la lettre de l'article 444 sur la création et l'effectivité de ces unités. L'opinion exprime aussi le souhait que la dépendance de ces unités ne soit pas seulement fonctionnelle, mais aussi organique, de telle manière que ces Unités soient intégrées pleinement à l'organigramme judiciaire.

Dans la réalité, cette dépendance organique de la police judiciaire vis-à-vis de l'appareil judiciaire ne sera pas atteinte, dans la mesure où les membres de la police judiciaire sont directement rattachés au Ministère de l'Intérieur; seule une dépendance fonctionnelle existe donc à l'égard des juges, des tribunaux et du ministère public.

Afin de palier aux obstacles dérivés de cette distinction entre la dépendance organique et fonctionnelle de la police judiciaire, le législateur de la Loi organique n° 6/1985 du 1er juillet 1985 sur le Pouvoir judiciaire a précisé, dans l'article 446, al. 2 dans le cadre d'une enquête judiciaire, l'impossibilité pour les fonctionnaires de la police judiciaire d'être déchargés ou mis à l'écart tant que cette mission n'est pas terminée et que la procédure n'est pas achevée, sauf si une telle décision ou autorisation est donnée par le juge ou le procureur compétent.

Les articles 29 et 30 de la Loi organique n° 2/1986, du 13 mars 1986, sur les Forces et Corps de Sécurité, Chapitre V du Titre II, les articles 26 à 36 sont relatifs à l'organisation des Unités de la Police judiciaire et complètent la lettre de l'article 444 précédemment cité.

La première disposition énonce que les fonctions de la police judiciaire seront exercées par les Forces et les Corps de la sécurité de l'Etat à travers les Unités de la police judiciaire.

La seconde disposition définit l'organisation de ces Unités dépendant directement du Ministère de l'Intérieur. La police judiciaire est composée des fonctionnaires des Forces et des Corps de sécurité disposant d'une formation spécialisée appropriée et répondant à des critères

territoriaux et de spécialisation délictuelle; ils sont chargés de manière permanente et exclusive des enquêtes criminelles.

2. Unités de police judiciaire: structure opérante

L'article 9 du Décret royal n° 769/1987 du 19 juin 1987 sur la Police judiciaire régit l'organisation, la répartition territoriale des unités organiques, le régime juridique applicable et les procédures de sélection du personnel, et établit la structure de la police judiciaire en faisant référence à un critère de base fondé sur la répartition territoriale (provinces).

A partir de ce critère, les rédacteurs prévoient également la constitution de sections locales des unités de police judiciaire, dans les localités où le taux de criminalité le justifie. En se basant sur le critère territorial, il existe aussi un critère de spécialisation délictuelle ou de techniques d'enquête.

De tels préceptes ont été développés par l'Ordonnance ministérielle du 28 février 1995 : cette norme est relative à la structure organique et aux attributions des services centraux et territoriaux de la Direction générale de la Police. Par cette ordonnance sont créées, au sein des Commissariats provinciaux du Groupe A¹, les brigades provinciales de la police judiciaire dont les fonctions sont relatives à la prévention, les enquêtes sur les délits et infractions et la coordination des activités des brigades locales de la police judiciaire au niveau provincial.

Dans les provinces ou localités où n'a pas été prévue de manière expresse la création de brigades de police judiciaire, l'ordonnance ministérielle de 1995 attribue les fonctions propres de police judiciaire aux brigades provinciales ou locales opérant dans les commissariats de province.

Aussi, l'ordonnance ministérielle de 1995 met en place la création du Commissariat général de la police judiciaire, qui est composé, au niveau national, des unités de police judiciaire suivantes:

- ✓ le Service national de l'intelligence criminelle (NCIS-Europol) est chargé de canaliser la collaboration technique requise par Europol;
- ✓ la Brigade d'enquête de la Banque d'Espagne;
- ✓ l'Unité centrale opérationnelle antiterroriste est composée respectivement de deux unités et est chargée des crimes de terrorisme;
- ✓ l'Unité centrale des stupéfiants est composée respectivement d'une Brigade chargée des enquêtes et d'une brigade compétente en matière des analyses et des suivies de données;
- ✓ l'Unité centrale de la police judiciaire est compétente en matière de traitement de l'information sur les affaires relatives à la criminalité organisée, économique, internationale ou d'autre nature. De cette unité, dépendant également la Brigade de

¹ Le groupe A est constitué des 22 provinces avec une population et un taux de criminalité élevé.

criminalité avec violence et organisée, la Brigade de criminalité économique et financière;

- ✓ le service Interpol, en matière de coopération technique internationale;
- ✓ le Service de contrôle des Jeux du hasard, est compétent en matière de vigilance et de contrôle des activités dans le domaine.

Conformément à l'article 30, al. 2 de la Loi organique n° 2/1986 du 13 mars 1986 sur les Forces et Corps de Sécurité, la possibilité est reconnue aux unités organiques de la police judiciaire qu'elles puissent être affectées, en tout ou partie, à certains tribunaux, juridictions ou ministère public. Cette affectation doit être autorisée par le Ministère de l'Intérieur, après avoir pris connaissance de l'avis du Conseil général du Pouvoir judiciaire ou du bureau du Procureur général de la République.

Selon les articles 23 et suivants du Décret royal n° 769/1987 du 19 juin 1987 sur la Police judiciaire, les unités affectées à certaines juridictions et parquets sont soumises à un régime spécifique de création, de dépendance et de fonctionnement. Leurs principales attributions concernent le transport sur les lieux, l'apport de premières données, la vérification des domiciles (perquisitions) et des destinations, l'émission de rapports de solvabilité ou de conduite, l'émission de rapports d'expertise soumis à urgence et nécessaires à l'adoption de décisions judiciaires, l'intervention technique pour la levée des corps, la collecte de preuves, les agissements dans des interventions urgentes, l'exécution d'ordres ou décisions immédiates émanant des présidents, juges ou des procureurs.

B. Pluralité des Corps de la Police judiciaire

1. Coordination

Conformément à l'article 2 de la Loi organique n° 2/1986 du 13 mars 1986 sur les Forces et Corps de Sécurité, relèvent de la condition de Forces et Corps de la Sécurité:

- ✓ Les Forces et Corps de la Sécurité de l'Etat, dépendant du Gouvernement de la Nation et qui sont intégrés au Corps National de la Police et au Corps de la Gendarmerie nationale;
- ✓ Les Corps de la Police des Communautés autonomes disposant d'une police propre;
- ✓ Les Corps de police dépendant des Corporations locales.

Comme nous l'avons précisé précédemment, l'article 444 de la Loi organique n° 6/1985 du 1er juillet 1985 sur le Pouvoir judiciaire, l'article 30 de la Loi organique n° 2/1986 du 13 mars 1986 sur les Forces et Corps de Sécurité et l'article 7 du Décret royal n° 769/1987 du 19 juin 1987 sur la Police judiciaire, établissent que la police judiciaire compte des Unités organiques qui sont exclusivement composées de membres spécialisés appartenant au Corps national de la Police ou de la Gendarmerie nationale et qui sont directement rattachés au Gouvernement central.

Egalement, les membres de la police judiciaire remplissent des fonctions de collaboration avec les autres corps de police, qu'il s'agisse des polices autonomes ou locales.

Au niveau des Communautés autonomes, l'article 112 de la Loi n° 4/1992 du Parlement basque du 17 juillet 1992 relative à la Police, l'article 126 de la Constitution et les articles 443 et 445 de la Loi organique sur le Pouvoir judiciaire, mettent en place une Unité de police judiciaire, au sein de la Ertzaintza.

Ces unités de police judiciaire sont composées des membres des corps autonomes de la police basque et disposent de la même structure opérationnelle et fonctionnelle que celles existant au niveau étatique. En outre, leurs fonctions dépendent directement des juges, des tribunaux et du Ministère public et il existe aussi une possibilité d'une affectation permanente auprès de certains Tribunaux, juridictions et parquets.

Par ailleurs et dans la même logique, la loi n° 10/1994 du Parlement catalan du 11 juillet 1994 établit dans l'article 13, qu'il appartient au gouvernement autonome de procéder à la création des Unités de police judiciaire, qui seront composées des membres des Corps des "Mossos d'Esquadra".

Du point de vue organique, ces unités autonomes sont rattachées directement au Gouvernement autonome, et du point de vue fonctionnel, elles sont liées directement aux juges, aux tribunaux et au ministère public. Leurs attributions sont similaires à celles définies par l'article 35 de la loi organique n° 2/1986 du 13 mars 1986 sur les Forces et Corps de Sécurité. Une similarité existe aussi entre le régime général et le régime autonome de la police judiciaire et concerne l'impossibilité pour les membres de la police judiciaire d'être déchargés ou mis à l'écart tant que la phase d'enquête dont ils sont responsables n'est pas terminée et que la procédure n'est pas achevée.

2. Conflits entre les différents corps de police

L'article 45 de la Loi organique n° 2/1986 du 13 mars 1986 sur les Forces et Corps de Sécurité mentionne que les membres des Forces de Sécurité de l'Etat et des Corps de Police des Communautés autonomes sont soumis aux obligations de collaboration et d'information réciproque dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions respectives.

Les rédacteurs de cette loi établissent à l'article 46, al. 2 que, dans le cadre d'une enquête judiciaire menée à la fois par les polices au niveau étatique et autonome, c'est la police de l'Etat qui commande l'opération. En cas de conflit ou d'empiètement des diverses forces de police dans le cadre d'une même enquête judiciaire, le conflit sera toujours résolu en faveur des Forces de police au niveau de l'Etat et en leur sein, en faveur des Unités organiques de la Police judiciaire.

Au niveau de la police locale, les fonctions de police judiciaire sont spécifiées à l'article 53, al. 1 de la Loi organique n° 2/1986 du 13 mars 1986 sur les Forces et Corps de Sécurité. Ces fonctions sont les suivantes:

- ✓ faire des constats, dresser des procès-verbaux sur les accidents de la circulation ayant eu lieu dans le cadre urbain et les communiquer aux Forces et Corps de la Sécurité de l'Etat;
- ✓ faire les démarches nécessaires en vue de la prévention de faits délictueux;
- ✓ participer aux fonctions de police judiciaire dans la forme établie par l'article 29 de la Loi organique n° 2/1986 du 13 mars 1986 sur les Forces et Corps de Sécurité, c'est-à-dire en tant que collaborateurs de la fonction de police judiciaire. Cette collaboration doit s'entendre dans le sens où la police locale ne pourra pas agir de manière autonome dans le cadre d'une enquête judiciaire, ce qui sous-entend que sa mission doit être menée en coordination avec les Forces et Corps de la Sécurité de l'Etat. Cette collaboration des polices locales permet aux juges, aux tribunaux et au parquet de s'adresser directement à eux dans des cas concrets, en leur confiant des missions propres de la police judiciaire.

C. Les missions de la police judiciaire

Le Code de procédure pénale espagnol fait référence aux activités de la police judiciaire à deux moments distincts:

- ✓ d'une part, dans le cadre de la procédure générale, la police judiciaire intervient au cours de la **phase d'instruction**. Plus précisément, les articles 282 à 297 du Code font référence respectivement aux fonctions génériques attribuées aux membres de la police judiciaire, ainsi qu'aux principes de leur mission et à la manière de procéder et d'enquêter sur les faits;
- ✓ d'autre part, dans le cadre de la **procédure abrégée** et à la condition que l'enquête porte sur des délits dont la peine encourue est inférieure à 9 ans de prison, l'article 786 du Code contient une série de règles générales et spéciales qui devront être suivies pour les actes de police judiciaire relatifs au type de délits précédemment cités. Il ne faut pas oublier ici que dans ce type de procédure spéciale, les règles de la procédure ordinaire sont appliquées comme supplétoires et par conséquent, seront applicables ici les articles 282 à 297 du Code de procédure pénale.

1. Les principes généraux dans le cadre des missions de police judiciaire

Conformément à l'article 282 du Code de procédure pénale, l'objet de la police judiciaire réside dans la recherche des délits, la conduite des poursuites pour la vérification et la découverte des délinquants, ainsi que la collecte de tous effets, instruments et preuves du délit en les mettant à la disposition de l'autorité judiciaire.

Les mêmes actions seront entreprises à la demande des fonctionnaires du Ministère public qui les réclameraient d'office (article 287 du Code de procédure pénale).

Immédiatement après qu'un membre de la police judiciaire ait pris connaissance de la commission d'un fait délictueux, il le communiquera à l'autorité judiciaire ou au Ministère public. Si la connaissance de tels faits ne peut être faite pour les besoins de l'enquête tant qu'elle n'est pas terminée, dans ce cas, la communication devra être faite dès que l'enquête sera achevée. En aucun cas, les fonctionnaires de la police judiciaire ne pourront dépasser 24 heures pour porter à la connaissance de l'autorité judiciaire la commission d'un fait délictueux (articles 284 et 295 du Code de procédure pénale).

A partir du moment où le juge engage la procédure judiciaire, la police judiciaire doit cesser toute activité d'enquête qui serait en cours et mettre les résultats de l'enquête à la disposition de l'autorité judiciaire, ainsi que les détenus.

Le Ministère public et les magistrats pourront transmettre des ordres aux fonctionnaires de la police judiciaire. Néanmoins, si le service demandé n'est pas immédiatement suivi d'effet, c'est le supérieur qui sera en mesure de donner l'ordre.

Les fonctionnaires de police doivent mettre par écrit les enquêtes sous forme d'un procès-verbal, dans lequel devront être précisés de manière détaillée les faits enquêtés, les déclarations et rapports recueillis et toutes les circonstances observées qui pourraient servir de preuve ou d'indice d'une infraction. Ce document doit être signé par toutes les personnes, témoins et experts intervenus dans l'enquête; dans le cas contraire, la raison de l'absence de signature doit être spécifiée (articles 292 et 293 du Code de procédure pénale).

2. Les missions concrètes dans le cadre d'une procédure abrégée

L'article 786 du Code de procédure pénale élargit les possibilités d'intervention de la police judiciaire, spécialement dans la phase précédant le procès, correspondant à l'enquête sur des faits présumés délictueux. Les possibilités d'enquête sont les suivantes:

- ✓ les membres de la police judiciaire pourront requérir l'aide d'un technicien, de toute personne pourvue d'un titre officiel, d'un certificat d'aptitude professionnelle, d'un médecin ou professionnel de la santé, pour porter l'aide nécessaire à la victime de l'infraction. Cette personne requise (même de manière verbale) ne pourra pas ne pas tenir compte de cette demande. Dans le cas contraire, il peut encourir une amende économique et même mettre en cause sa responsabilité pénale (articles 195, 196 et 618 du Code pénal);
- ✓ les représentants de la police judiciaire procèderont à l'identification et à la collecte des données personnelles de tous ceux qui se trouvaient sur les lieux de l'infraction. En cas de refus de procéder à l'identification, les personnes requises peuvent voir leur responsabilité pénale mise en jeu (articles 556 et 634 du Code pénal);
- ✓ la possibilité est reconnue à la police judiciaire de saisir tous les effets se trouvant sur les lieux de la commission de l'infraction, susceptibles de constituer des preuves et qui pourraient disparaître, jusqu'au moment de l'intervention de l'autorité judiciaire;

- ✓ en cas de décès d'une personne qui se trouve sur la voie publique, la police judiciaire peut procéder à son transfert ou transport dans le lieu le plus approprié le plus proche jusqu'au moment où l'autorité judiciaire adopte les mesures adéquates, en rendant compte des faits par le recours à des photographies ou à tout autre moyen, sur la position du corps et des circonstances dans lesquelles se trouvait le cadavre au moment de la découverte;
- ✓ la police judiciaire est habilitée à saisir tout véhicule ou tout document nécessaires pour mener l'investigation ou qui puissent mettre en cause des responsabilités pécuniaires;
- ✓ la police judiciaire peut citer à comparaître devant l'autorité judiciaire toutes les personnes se trouvant sur les lieux de l'infraction;
- ✓ les membres de la police judiciaire ont la possibilité de faire appel à d'autres représentants des Forces et des Corps de la Sécurité lorsque ce recours sera nécessaire pour l'accomplissement des fonctions dont ils sont chargés par la loi.

3. Autres missions inhérentes à l'enquête et au procès

a) le placement en garde à vue

La garde à vue constitue une mesure conservatoire de caractère personnel, qui limite le droit à la liberté instituée par l'article 17 de la Constitution espagnole². Cette mesure peut se justifier de deux manières:

- ✓ d'une part s'assurer de la comparution de la personne présumée coupable devant le juge chargé de l'instruction, s'il existe un risque de fuite et
- ✓ d'autre part, éviter toute obstruction à l'enquête par toute personne qui est présumée responsable d'un délit ou infraction.

Conformément à l'article cité précédemment, la garde à vue ne peut excéder un délai de 72 heures; au-delà, le détenu doit être remis en liberté ou mis à la disposition de la justice. Une fois que la garde à vue a été mise en œuvre, l'agent de la police judiciaire doit, dans le cadre de toute enquête policière ou judiciaire, informer le détenu de ses droits et lui garantir l'assistance d'un avocat pendant toute la durée de la détention. La Loi n° 6/1984 du 24 mars 1984 régleme

² Article 17 de la Constitution espagnole:

1. Toute personne a droit à la liberté et à la sécurité. Personne ne peut être privé de sa liberté, sauf avec le respect de ce qui est établi par cet article et dans les cas et la forme prévus par la loi.

2. La garde à vue ne peut durer au-delà du temps nécessaire pour la réalisation des enquêtes destinées à l'éclaircissement des faits, et, dans tous les cas, passé un délai maximum de 72 heures, le détenu sera mis en liberté ou à la disposition de la justice.

3. Toute personne détenue doit être informée immédiatement, et de manière que ce soit compréhensible, de ses droits et des raisons de la détention, sans qu'elle puisse être contrainte à faire une déclaration. Dans le cadre d'une enquête policière ou judiciaire, doit être garantie au détenu l'assistance d'un avocat, dans les termes établis par la loi.

la procédure de l' "habeas corpus" qui permet la remise en liberté immédiate de toute personne qui se trouve détenue illégalement.

L'article 492 du Code de procédure pénale fixe le cadre de la garde à vue et du placement en détention par les agents de la police judiciaire dans les cas suivants:

- ✓ lorsque le délinquant est surpris "in fraganti", c'est-à-dire en train de commettre l'infraction;
- ✓ en cas d'une fugue d'un centre pénitentiaire;
- ✓ dans le cas d'un prévenu ou condamné en rébellion, à la condition que l'ordre de recherche et de placement en détention soient en vigueur;
- ✓ dans l'hypothèse de prévenus non rebelles, même si la disposition légale prévoit que la police judiciaire soit obligée de mettre en garde à vue une personne pour une infraction dont la peine est supérieure à 3 ans de prison, une telle obligation ne doit pas s'entendre, sauf dans l'hypothèse où la détention résulte d'une décision de l'autorité judiciaire;
- ✓ dans le cas de personnes pour lesquelles il existe des motifs rationnellement suffisants qui supposent la commission d'une infraction. Elles seront placées en garde à vue dans les cas prévus par la loi et dans les limites temporelles précédemment cités;
- ✓ dans le cas d'infractions légères, le principe général est que ce type d'infraction ne justifie pas le placement en garde à vue des présumés responsables. Néanmoins, de manière exceptionnelle, les représentants de la police judiciaire peuvent procéder à la garde à vue, à la condition que le prévenu ne dispose pas d'un domicile connu et qu'il n'y ait pas de personne qui puisse garantir sa comparution devant l'autorité judiciaire.

b) l'élaboration de rapports d'expertise

Le législateur espagnol permet au Juge, pour les besoins de l'enquête et pendant le procès, de choisir l'intervention d'experts parmi les membres de la police judiciaire, ou d'avoir recours à toute autre personne qualifiée. C'est dans le cadre des procédures abrégées, que l'article 758, al. 8, e) du Code de procédure pénale reconnaît au magistrat la possibilité de nommer un médecin légiste ou autre expert, afin que ceux-ci puissent procéder à l'obtention de prélèvements ou d'échantillons qui seront remis aux laboratoires compétents.

L'article 1 i de la Loi organique n° 2/1986 du 13 mars 1986 sur les Forces et Corps de Sécurité dispose que l'élaboration de rapports techniques et d'expertise doit être considéré comme faisant partie intégrante des fonctions de la police judiciaire. Les rapports d'expertise sont fréquemment demandés par l'autorité judiciaire aux membres de la police judiciaire et aux services spécialisés. Ils concernent très souvent des vérifications sur les armes, la balistique, la "documentoscopie", la graphologie, la chimie, l'identification des cadavres.

Les rapports ainsi émis par les laboratoires de la police scientifique ont depuis une décision du Tribunal constitutionnel du 11 février 1991, une valeur probatoire entière, même si dans l'affaire en cours, une ratification dans l'acte du jugement n'est pas exigée. Dans

l'hypothèse où aucune des parties au procès n'ait demandé ou proposé une expertise et que les parties aient soumis à contradiction les résultats de l'expertise obtenus, la valeur probatoire de l'expertise n'est pas remise en question.

c) en matière d'infractions au Code de la circulation

En matière d'infractions à l'encontre de la sécurité du trafic et de la circulation, plus précisément, en cas de conduite en état d'ivresse ou sous l'influence de toute autre substance toxique, les agents de la gendarmerie nationale, ou ceux de la police urbaine locale, sont obligés de soumettre le conducteur qui présente des symptômes d'ébriété à des contrôles ou tests d'alcoolémie. Dans l'hypothèse d'un refus de se soumettre à un tel contrôle, celui-ci est considéré comme une conduite typique et délictuelle, passible d'une peine prévue par l'article 380 du Code pénal.

La réalisation d'un test doit être accompagné impérativement d'un certain nombre de garanties et formalités, afin que les résultats de ces dernières puissent être invoquées au cours de la procédure, à savoir:

- ✓ identification et calibrage préalables de l'instrument servant à l'analyse, qui doit avoir reçu une autorisation officielle;
- ✓ réalisation de deux tests successifs dans un intervalle d'au moins 2 minutes entre les deux;
- ✓ si le résultat est positif, l'agent doit proposer au conducteur la possibilité de procéder à des tests supplémentaires consistant en un examen sanguin;
- ✓ présence au procès de l'agent qui a effectué le contrôle afin qu'il ratifie et qu'il puisse se prononcer si nécessaire sur les réactions psycho-physiques du conducteur au moment du test.

d) les perquisitions

Les représentants de la police judiciaire, dans le cadre d'une enquête judiciaire, sont les seuls aptes à pouvoir effectuer des perquisitions. Ceci nécessite l'autorisation personnelle du titulaire du domicile, concerner les cas de flagrant délit et le respect d'un certain nombre de formalités légales.

Egalement, toute perquisition nécessite l'autorisation et un mandat préalables du Juge, à travers une décision motivée qui sera portée à la connaissance du titulaire du domicile. Toute perquisition doit être pratiquée en présence d'un secrétaire (greffier) ou de tout fonctionnaire judiciaire.

Afin que les résultats de la perquisition puissent avoir un effet certain dans le procès, cela implique le respect des formalités légales, aussi bien au niveau de mise en œuvre, que de la partie documentaire.

e) les interceptions téléphoniques

Seule la police judiciaire peut procéder à des écoutes téléphoniques. Cette opération nécessite une autorisation préalable de l'autorité judiciaire qui doit résulter d'un acte motivé après justification du bien-fondé de la mesure. Ce type d'intervention de la police judiciaire doit s'effectuer sous le contrôle judiciaire; les enquêteurs devront remettre au juge les originaux des bandes enregistrées pendant les écoutes téléphoniques.

L'ensemble des formalités légales doivent être respectées afin que les résultats de l'opération puissent être utilisées comme preuve pendant le déroulement du procès. Sans une autorisation judiciaire préalable, ce type d'intervention de la police judiciaire, comme le cas également des perquisitions, sera frappé de nullité et n'aura plus d'effet probatoire.

f) la remise en circulation de drogues ou autres produits

L'article 263 bis du Code de procédure pénale, introduit par la Loi n° 8/1992 du 23 décembre 1992 et développé en ce qui concerne le domaine des activités délictuelles par la Loi n° 5/1999 du 13 janvier, reconnaît la possibilité au juge d'instruction, au ministère public, ainsi qu'à tous les chefs des Unités organiques de la police judiciaire, d'autoriser la circulation ou la remise contrôlée de drogues ou autres substances ou effets en relation avec certains délits en matière de crime organisé (articles 332, 334, 386, 566, 568 et 569 du Code pénal).

Ce type d'autorisation permet que de telles substances ou effets puissent circuler sur le territoire espagnol, entrer ou sortir de ce dernier, sans interférence de l'autorité ou des agents qui pourraient être un obstacle, afin de découvrir, d'identifier les personnes impliquées dans de tels délits et de prêter assistance aux autorités étrangères agissant dans le même but.

Si l'autorisation de mise en circulation de produits stupéfiants est donnée par le responsable d'une unité organique de la police judiciaire, cette décision doit être immédiatement transmise au ministère public s'il s'agit de drogue, ainsi qu'au juge d'instruction si une information judiciaire était déjà ouverte.

g) L'efficacité de la police judiciaire pendant le procès

Les actes menés par la police judiciaire dans la phase d'investigation des infractions et délits, doivent figurer sur un constat ou procès-verbal (article 292 du Code de procédure pénale). En ce qui concerne la valeur probatoire du contenu du procès-verbal, l'article 297 du Code de procédure pénale précise que ce document doit être considéré comme une dénonciation en ce qui se réfère aux effets légaux. Les autres déclarations faites dans ce cadre ont une valeur de déclarations ou preuves testimoniales.

En ce qui concerne la police judiciaire et la mise en jeu de la responsabilité de l'Etat pour dysfonctionnement de l'administration de justice, il apparaît que conformément, à l'article 126 de

la Constitution espagnole, "la police judiciaire dans ses fonctions d'enquête, d'un délit, de découverte et de mesures prises concernant le délinquant, dépend des juges, des tribunaux et du ministère public, conformément aux termes de la loi".

Il existe une certaine unanimité à admettre que les agissements de la police judiciaire, en tant qu'auxiliaire et en exécutant des mesures ou décisions judiciaires dans le cadre d'une procédure pénale, peuvent être inscrits dans le cadre de l'article 121 de la Constitution espagnole, qui fonde le droit à une indemnisation dans les cas d'une erreur judiciaire ou de fonctionnement anormal de la justice.

A ce titre, le Conseil général du Pouvoir judiciaire s'est exprimé explicitement en indiquant que : "le concept d'Administration de la Justice, ne concerne pas seulement l'exercice du pouvoir juridictionnel par les juges et magistrats, mais également les conduites et agissements de tous ceux qui collaborent avec la justice. Il convient donc d'inclure les actions des secrétaires judiciaires, greffiers, fonctionnaires et la police judiciaire".

D. Annexes

1. Extraits de la Loi organique n° 6/1985 du 1er juillet 1985 sur le Pouvoir judiciaire

DISPOSICION: LEY ORGANICA 1-7-1985, núm. 6/1985

ORGANO-EMISOR: JEFATURA DEL ESTADO

PUBLICACIONES:

BOE 2-7-1985, núm. 157, [pág. 20632]

RECTIFICACIONES:

BOE 4-11-1985, núm. 264, [pág. 34742] (RCL 1985\2635)

TITULO III

De la Policía Judicial

Artículo 443. La función de la Policía Judicial comprende el auxilio a los Juzgados y Tribunales y al Ministerio Fiscal en la averiguación de los delitos y en el descubrimiento y aseguramiento de los delincuentes. Esta función competirá, cuando fueren requeridos para prestarla, a todos los miembros de las Fuerzas y Cuerpos de Seguridad, tanto si dependen del Gobierno central como de las Comunidades Autónomas o de los Entes Locales, dentro del ámbito de sus respectivas competencias.

Artículo 444.

1. Se establecerán unidades de Policía Judicial que dependerán funcionalmente de las autoridades judiciales y del Ministerio Fiscal en el desempeño de todas las actuaciones que aquéllas les encomienden.

2. Por ley se fijará la organización de estas unidades y los medios de selección y régimen jurídico de sus miembros.

Artículo 445.

1. Corresponden específicamente a las unidades de Policía Judicial las siguientes funciones:

a) La averiguación acerca de los responsables y circunstancias de los hechos delictivos y la detención de los primeros, dando cuenta seguidamente a la autoridad judicial y fiscal, conforme a lo dispuesto en las leyes.

b) El auxilio a la autoridad judicial y fiscal en cuantas actuaciones deba realizar fuera de su sede y requieran la presencia policial.

c) La realización material de las actuaciones que exijan el ejercicio de la coerción y ordenare la autoridad judicial o fiscal.

d) La garantía del cumplimiento de las órdenes y resoluciones de la autoridad judicial o fiscal.

e) Cualesquiera otras de la misma naturaleza en que sea necesaria su cooperación o auxilio y lo ordenare la autoridad judicial o fiscal.

2. En ningún caso podrán encomendarse a los miembros de dichas Unidades la práctica de actuaciones que no sean las propias de la Policía Judicial o las derivadas de las mismas.

Artículo 446.

1. En las funciones de investigación penal, la Policía Judicial actuará bajo la dirección de los Juzgados y Tribunales y del Ministerio Fiscal.

2. Los funcionarios de Policía Judicial a quienes se hubiera encomendado una actuación o investigación concreta dentro de las competencias a que se refiere el artículo 443 de esta Ley, no podrán ser removidos o apartados hasta que finalice la misma o, en todo caso, la fase del procedimiento judicial que la originó, si no es por decisión o con la autorización del Juez o Fiscal competente.

2. Extraits de la Loi organique n°2/1986 du 13 mars 1986 relative aux Forces et Corps de Sécurité

DISPOSICION: LEY ORGANICA 13-3-1986, núm. 2/1986

ORGANO-EMISOR: JEFATURA DEL ESTADO

PUBLICACIONES:

BOE 14-3-1986, núm. 63, [pág. 9604]

FUERZAS Y CUERPOS DE SEGURIDAD

Reguladora de los del Estado, de las Policías de las Comunidades Autónomas y de las Policías Locales.

TITULO II

De las Fuerzas y Cuerpos de Seguridad del Estado

CAPITULO V

De la organización de Unidades de Policía Judicial

Artículo 29.

1. Las funciones de Policía Judicial que se mencionan en el artículo 126 de la Constitución (RCL 1978\2836 y ApNDL 1975-85, 2875) serán ejercidas por las Fuerzas y Cuerpos de Seguridad del Estado, a través de las Unidades que se regulan en el presente capítulo.

2. Para el cumplimiento de dicha función tendrán carácter colaborador de las Fuerzas y Cuerpos de Seguridad del Estado el personal de Policía de las Comunidades Autónomas y de las Corporaciones Locales.

Artículo 30.

1. El Ministerio del Interior organizará con funcionarios de las Fuerzas y Cuerpos de Seguridad del Estado que cuenten con la adecuada formación especializada, Unidades de Policía Judicial, atendiendo a criterios territoriales y de especialización delictual, a las que corresponderá esta función con carácter permanente y especial.

2. Las referidas Unidades orgánicas de Policía Judicial podrán adscribirse, en todo o en parte, por el Ministerio del Interior, oído el Consejo General del Poder Judicial, a determinados

Juzgados y Tribunales. De igual manera podrán adscribirse al Ministerio Fiscal, oído el Fiscal general del Estado.

Artículo 31.

1. En el cumplimiento de sus funciones, los funcionarios adscritos a Unidades de Policía Judicial dependen orgánicamente del Ministerio del Interior y funcionalmente de los Jueces, Tribunales o Ministerio Fiscal que estén conociendo del asunto objeto de su investigación.

2. Los Jueces o Presidentes de los respectivos órganos del orden jurisdiccional penal, así como los Fiscales Jefes podrán solicitar la intervención en una investigación de funcionarios a medios adscritos a Unidades orgánicas de Policía Judicial por conducto del Presidente del Tribunal Supremo o de los Presidentes de los Tribunales Superiores de Justicia o del Fiscal general del Estado, respectivamente.

Artículo 32.

La Policía Judicial constituye una función cuya especialización se cursará en los Centros de Formación y Perfeccionamiento de los miembros de las Fuerzas y Cuerpos de Seguridad del Estado, con participación de miembros de la Judicatura y del Ministerio Fiscal, o, complementariamente, en el Centro de Estudios Judiciales.

La posesión del diploma correspondiente será requisito necesario para ocupar puestos en las Unidades de Policía Judicial que se constituyan.

Artículo 33.

Los funcionarios adscritos a las Unidades de Policía Judicial desempeñarán esa función con carácter exclusivo, sin perjuicio de que puedan desarrollar también las misiones de prevención de la delincuencia y demás que se les encomienden, cuando las circunstancias lo requieran, de entre las correspondientes a las Fuerzas y Cuerpos de Seguridad del Estado.

Artículo 34.

1. Los funcionarios de las Unidades de Policía Judicial no podrán ser removidos o apartados de la investigación concreta que se les hubiera encomendado, hasta que finalice la misma o la fase del procedimiento judicial que la originara, si no es por decisión o con la autorización del Juez o Fiscal competente.

2. En las diligencias o actuaciones que lleven a cabo, por encargo y bajo la supervisión de los Jueces, Tribunales o Fiscales competentes de lo Penal, los funcionarios integrantes de las Unidades de Policía Judicial tendrán el carácter de comisionados de dichos Jueces, Tribunales y

Fiscales, y podrán requerir el auxilio necesario de las Autoridades y, en su caso, de los particulares.

Artículo 35.

Los Jueces y Tribunales de lo Penal y el Ministerio Fiscal tendrán, respecto de los funcionarios integrantes de Unidades de Policía Judicial que le sean adscritas y de aquellos a que se refiere el número 2 del artículo 31 de esta Ley, las siguientes facultades:

- a) Les darán las órdenes e instrucciones que sean necesarias, en ejecución de lo dispuesto en las normas de Enjuiciamiento Criminal y Estatuto del Ministerio Fiscal.
- b) Determinarán, en dichas órdenes o instrucciones, el contenido y circunstancias de las actuaciones que interesen dichas Unidades.
- c) Controlarán la ejecución de tales actuaciones, en cuanto a la forma y los resultados.
- d) Podrán instar el ejercicio de la potestad disciplinaria, en cuyo caso emitirán los informes que pueda exigir la tramitación de los correspondientes expedientes, así como aquellos otros que consideren oportunos. En estos casos recibirán los testimonios de las resoluciones recaídas.

Artículo 36.

Salvo lo dispuesto en este capítulo, el régimen funcional del personal integrado en las Unidades de Policía Judicial será el de las Fuerzas y Cuerpos de Seguridad del Estado.

3. Extraits du Décret royal n° 769/1987 du 19 juin 1987 sur la Police judiciaire.

DISPOSICION: REAL DECRETO 14-9-1882

PUBLICACIONES:

GACETA 17-9-1882 a 10-10-1882, núms. 260 a 283

RESUMEN: ENJUICIAMIENTO CRIMINAL

Promulgación de la Ley de Enjuiciamiento Criminal.

LIBRO II - DEL SUMARIO

TITULO III - DE LA POLICIA JUDICIAL

Artículo 282.

La Policía judicial tiene por objeto, y será obligación de todos los que la componen, averiguar los delitos públicos que se cometieren en su territorio o demarcación; practicar, según sus atribuciones, las diligencias necesarias para comprobarlos y descubrir a los delincuentes, y recoger todos los efectos, instrumentos o pruebas del delito de cuya desaparición hubiere peligro, poniéndolos a disposición de la Autoridad judicial.

Si el delito fuere de los que sólo pueden perseguirse a instancia de parte legítima, tendrán la misma obligación expresada en el párrafo anterior, si se les requiere al efecto.

Artículo 282 bis.

1. A los fines previstos en el artículo anterior y cuando se trate de investigaciones que afecten a actividades propias de la delincuencia organizada, el Juez de Instrucción competente o el Ministerio Fiscal dando cuenta inmediata al Juez, podrán autorizar a funcionarios de la Policía Judicial, mediante resolución fundada y teniendo en cuenta su necesidad a los fines de la investigación, a actuar bajo identidad supuesta y a adquirir y transportar los objetos, efectos e instrumentos del delito y diferir la incautación de los mismos. La identidad supuesta será otorgada por el Ministerio del Interior por el plazo de seis meses prorrogables por períodos de igual duración, quedando legítimamente habilitados para actuar en todo lo relacionado con la investigación concreta y a participar en el tráfico jurídico y social bajo tal identidad.

La resolución por la que se acuerde deberá consignar el nombre verdadero del agente y la identidad supuesta con la que actuará en el caso concreto. La resolución será reservada y deberá conservarse fuera de las actuaciones con la debida seguridad.

La información que vaya obteniendo el agente encubierto deberá ser puesta a la mayor brevedad posible en conocimiento de quien autorizó la investigación.

Asimismo, dicha información deberá aportarse al proceso en su integridad y se valorará en conciencia por el órgano judicial competente.

2. Los funcionarios de la Policía Judicial que hubieran actuado en una investigación con identidad falsa de conformidad a lo previsto en el apartado 1, podrán mantener dicha identidad cuando testifiquen en el proceso que pudiera derivarse de los hechos en que hubieran intervenido y siempre que así se acuerde mediante resolución judicial motivada, siéndole también de aplicación lo previsto en la Ley Orgánica 19/1994, de 23 de diciembre.

Ningún funcionario de la Policía Judicial podrá ser obligado a actuar como agente encubierto.

3. Cuando las actuaciones de investigación puedan afectar a los derechos fundamentales, el agente encubierto deberá solicitar del órgano judicial competente las autorizaciones que, al respecto, establezca la Constitución y la Ley, así como cumplir las demás previsiones legales aplicables.

4. A los efectos señalados en el apartado 1 de este artículo, se considerará como delincuencia organizada la asociación de tres o más personas para realizar, de forma permanente o reiterada, conductas que tengan como fin cometer alguno o algunos de los delitos siguientes:

a) Delito de secuestro de personas previsto en los artículos 164 a 166 del Código Penal.

b) Delitos relativos a la prostitución previstos en los artículos 187 a 189 del Código Penal.

c) Delitos contra el patrimonio y contra el orden socioeconómico previstos en los artículos 237, 243, 244, 248 y 301 del Código Penal.

d) Delitos contra los derechos de los trabajadores previstos en los artículos 312 y 313 del Código Penal.

e) Delitos de tráfico de especies de flora o fauna amenazada previstos en los artículos 332 y 334 del Código Penal.

f) Delito de tráfico de material nuclear y radiactivo previsto en el artículo 345 del Código Penal.

g) Delitos contra la salud pública previstos en los artículos 368 a 373 del Código Penal.

h) Delito de falsificación de moneda previsto en el artículo 386 del Código Penal.

i) Delito de tráfico y depósito de armas, municiones o explosivos previsto en los artículos 566 a 568 del Código Penal.

j) Delitos de terrorismo previstos en los artículos 571 a 578 del Código Penal.

k) Delitos contra el Patrimonio Histórico previstos en el artículo 2.1 e) de la Ley Orgánica 12/1995, de 12 de diciembre (RCL 1995, 3328), de represión del contrabando.

5. El agente encubierto estará exento de responsabilidad criminal por aquellas actuaciones que sean consecuencia necesaria del desarrollo de la investigación, siempre que guarden la debida proporcionalidad con la finalidad de la misma y no constituyan una provocación al delito. Para poder proceder penalmente contra el mismo por las actuaciones realizadas a los fines de la investigación, el Juez competente para conocer la causa deberá, tan pronto tenga conocimiento de la actuación de algún agente encubierto en la misma, requerir informe relativo a tal circunstancia de quien hubiere autorizado la identidad supuesta, en atención al cual resolverá lo que a su criterio proceda.

Artículo 283.

Constituirán la Policía judicial y serán auxiliares de los Jueces y Tribunales competentes en materia penal y del Ministerio Fiscal, quedando obligados a seguir las instrucciones que de aquellas autoridades reciban a efectos de la investigación de los delitos y persecución de los delincuentes:

1 Las Autoridades administrativas encargadas de la seguridad pública y de la persecución de todos los delitos o de algunos especiales.

2 Los empleados o subalternos de la policía de seguridad, cualquiera que sea su denominación.

3 Los Alcaldes, Tenientes de Alcalde y Alcaldes de barrio.

4 Los Jefes, Oficiales e individuos de la Guardia Civil o de cualquiera otra fuerza destinada a la persecución de malhechores.

5 Los Serenos, Celadores y cualesquiera otros Agentes municipales de policía urbana o rural.

6 Los Guardas de montes, campos y sembrados, jurados o confirmados por la Administración.

7 Los funcionarios del Cuerpo Especial de Prisiones.

8 Los Agentes judiciales y los subalternos de los Tribunales y Juzgados.

9 El personal dependiente de la Jefatura Central de Tráfico, encargado de la investigación técnica de los accidentes.

Artículo 284.

Inmediatamente que los funcionarios de Policía Judicial tuvieren conocimiento de un delito público, o fueren requeridos para prevenir la instrucción de diligencias por razón de algún

delito privado, lo participarán a la Autoridad judicial o al representante del Ministerio Fiscal, si pudieren hacerlo sin cesar en la práctica de las diligencias de prevención.

En otro caso lo harán así que las hubieren terminado.

Artículo 285.

Si concurriere algún funcionario de Policía judicial de categoría superior a la del que estuviere actuando, deberá éste darle conocimiento de cuanto hubiese practicado, poniéndose desde luego a su disposición.

Artículo 286.

Cuando el Juez de instrucción o el municipal se presentaren a formar el sumario, cesarán las diligencias de prevención que estuviere practicando cualquiera Autoridad o agente de policía; debiendo éstos entregarlas en el acto a dicho Juez, así como los efectos relativos al delito que se hubiesen recogido, y poniendo a su disposición a los detenidos, si los hubiese.

Artículo 287.

Los funcionarios que constituyen la Policía Judicial practicarán sin dilación, según sus atribuciones respectivas, las diligencias que los funcionarios del Ministerio Fiscal les encomienden para la comprobación del delito y averiguación de los delincuentes y todas las demás que durante el curso de la causa les encargaren los Jueces de instrucción y municipales.

Artículo 288.

El Ministerio Fiscal, los Jueces de instrucción y los municipales podrán entenderse directamente con los funcionarios de Policía Judicial, cualquiera que sea su categoría, para todos los efectos de este título; pero si el servicio que de ellos exigiesen admitiese espera, deberán acudir al superior respectivo del funcionario de Policía Judicial, mientras no necesitasen del inmediato auxilio de éste.

Artículo 289.

El funcionario de Policía Judicial que por cualquier causa no pueda cumplir el requerimiento o la orden que hubiese recibido del Ministerio Fiscal, del Juez de instrucción, del Juez municipal, o de la Autoridad o agente que hubiese prevenido las primeras diligencias, lo pondrá inmediateamente en conocimiento del que haya hecho el requerimiento o dado la orden para que provea de otro modo a su ejecución.

Artículo 290.

Si la causa no fuere legítima, el que hubiese dado la orden o hecho el requerimiento lo pondrá en conocimiento del superior jerárquico del que se excuse para que le corrija disciplinariamente, a no ser que hubiere incurrido en mayor responsabilidad con arreglo a las leyes.

El superior jerárquico comunicará a la Autoridad o funcionario que le hubiere dado la queja la resolución que adopte respecto de su subordinado.

Artículo 291.

El jefe de cualquiera fuerza pública que no pudiese prestar el auxilio que por los Jueces de instrucción o municipales o por un funcionario de Policía Judicial le fuere pedido se atenderá también a lo dispuesto en el artículo 289.

El que hubiere hecho el requerimiento lo pondrá en conocimiento del Jefe superior inmediato del que se excusare, en la forma y para el objeto expresado en los párrafos del artículo anterior.

Artículo 292.

Los funcionarios de Policía Judicial extenderán, bien en papel sellado, bien en papel común, un atestado de las diligencias que practiquen, en el cual especificarán con la mayor exactitud los hechos por ellos averiguados, insertando las declaraciones e informes recibidos, y anotando todas las circunstancias que hubiesen observado y pudiesen ser prueba o indicio del delito.

Artículo 293.

El atestado será firmado por el que lo haya extendido, y si usare sello lo estampará con su rúbrica en todas las hojas.

Las personas presentes, peritos y testigos que hubieren intervenido en las diligencias relacionadas en el atestado serán invitadas a firmarlo en la parte a ellos referente. Si no lo hicieren, se expresará la razón.

Artículo 294.

Si no pudiese redactar el atestado el funcionario a quien correspondiese hacerlo, se sustituirá por una relación verbal circunstanciada, que reducirá a escrito de un modo fehaciente el funcionario del Ministerio Fiscal, el Juez de instrucción o el municipal a quien deba presentarse el atestado, manifestándose el motivo de no haberse redactado en la forma ordinaria.

Artículo 295.

En ningún caso, salvo el de fuerza mayor, los funcionarios de Policía Judicial podrán dejar transcurrir más de veinticuatro horas sin dar conocimiento a la Autoridad judicial o al Ministerio Fiscal de las diligencias que hubieren practicado.

Los que infrinjan esta disposición serán corregidos disciplinariamente con multa de 250 a 1.000 pesetas, si la omisión no mereciere la calificación de delito, y al propio tiempo será considerada dicha infracción como falta grave la primera vez y como falta muy grave las siguientes.

Los que, sin exceder el tiempo de las veinticuatro horas, demorasen más de lo necesario el dar conocimiento, serán corregidos disciplinariamente con una multa de 100 a 350 pesetas, y además esta infracción constituirá a efectos del expediente personal del interesado, falta leve la primera vez, grave las dos siguientes y muy grave las restantes.

Artículo 296.

Cuando hubieren practicado diligencias por orden o requerimiento de la Autoridad judicial o del Ministerio Fiscal, comunicarán el resultado obtenido en los plazos que en la orden o en el requerimiento se hubiesen fijado.

Artículo 297.

Los atestados que redactaren y las manifestaciones que hicieren los funcionarios de Policía Judicial, a consecuencia de las averiguaciones que hubiesen practicado, se considerarán denuncias para los efectos legales.

Las demás declaraciones que prestaren deberán ser firmadas, y tendrán el valor de declaraciones testificales en cuanto se refieran a hechos de conocimiento propio.

En todo caso, los funcionarios de Policía Judicial están obligados a observar estrictamente las formalidades legales en cuantas diligencias practiquen, y se abstendrán bajo su responsabilidad de usar medios de averiguación que la ley no autorice.

Artículo 298.

Los Jueces de instrucción y los Fiscales calificarán en un registro reservado el comportamiento de los funcionarios que bajo su inspección prestan servicio de Policía Judicial y cada semestre, con referencia a dicho registro, comunicarán a los superiores de cada uno de aquéllos, para los efectos a que hubiere lugar, la calificación razonada de su comportamiento.

Cuando los funcionarios de Policía Judicial que hubieren de ser corregidos disciplinariamente con arreglo a esta Ley fuesen de categoría superior a la de la Autoridad judicial o fiscal que entendiesen en las diligencias en que se hubiere cometido la falta, se abstendrán éstos de imponer por sí mismos la corrección, limitándose a poner lo ocurrido en conocimiento del Jefe inmediato del que debiere ser corregido.

4. Extraits du Décret royal n° 769/1987 du 16 juin 1987 relatif à la réglementation de la police judiciaire

DISPOSICION: REAL DECRETO 19-6-1987, núm. 769/1987

ORGANO-EMISOR: MINISTERIO RELACIONES CON LAS CORTES Y DE SECRETARIA DEL GOBIERNO

PUBLICACIONES:

BOE 24-6-1987, núm. 150, [pág. 18989]

NOTAS-REDACCION: Desarrolla el Tít. III del Libro V de Ley Orgánica del Poder Judicial de 1-7-1985 (R. 1985\1578, 1985\2635 y Ap. 1975-85, 8375) y el cap. Y del Tít II de Ley Orgánica 13-3-1986 (R. 1986\788).

RESUMEN: POLICIA JUDICIAL

Regulación.

AFECTA: Desarrolla Ley Orgánica 1-7-1985, núm. 6/1985 (RCL 1985\1578), Libro V, Tít. III.

VOCES: COMISIONES VARIAS [arts. 31 a 39]

De coordinación de la Policía Judicial: creación.

AUDIENCIA NACIONAL
AUDIENCIAS PROVINCIALES
CUERPO NACIONAL DE POLICIA
DELITOS
DETENCION
GUARDIA CIVIL
JUECES Y MAGISTRADOS
JUSTICIA

JUSTICIA MUNICIPAL
JUZGADOS DE PRIMERA INSTANCIA E INSTRUCCION
MINISTERIO FISCAL
VIGILANCIA Y SEGURIDAD

Policía Judicial: regulación.

POLICIA JUDICIAL
Regulación.

RESOLUCION: 5. 22-6-1989 (RJ 1989\4429) 5. 8-4-1989 (RJ 1989\2827)

TEXTO:

CAPITULO PRIMERO
De la función de policía judicial

Artículo 1. Las funciones generales de policía judicial corresponden a todos los miembros de las Fuerzas y Cuerpos de Seguridad, cualquiera que sea su naturaleza y dependencia, en la medida en que deben prestar la colaboración requerida por la Autoridad Judicial o el Ministerio Fiscal en actuaciones encaminadas a la averiguación de delitos o descubrimiento o aseguramiento de delincuentes, con estricta sujeción al ámbito de sus respectivas competencias, y sin perjuicio de lo dispuesto en el artículo 283 de la Ley de Enjuiciamiento Criminal.

Artículo 2.

Los miembros de las Fuerzas y Cuerpos de Seguridad, en sus funciones de policía judicial, desarrollarán los cometidos expresados en el artículo 1.0, a requerimiento de la Autoridad Judicial, del Ministerio Fiscal o de sus superiores policiales o por propia iniciativa a través de estos últimos, en los términos previstos en los artículos siguientes.

Artículo 3.

Los Jueces, Tribunales y miembros del Ministerio Fiscal podrán, en defecto de Unidades de Policía Judicial, con carácter transitorio o en supuestos de urgencia y siempre con sujeción a su respectivo ámbito legal y territorial de atribuciones, encomendar a los miembros de las Fuerzas y Cuerpos de Seguridad la práctica de concretas diligencias de investigación, en los términos previstos en el artículo 288 de la Ley de Enjuiciamiento Criminal.

Artículo 4.

Todos los componentes de las Fuerzas y Cuerpos de Seguridad, cualquiera que sea su naturaleza y dependencia, practicarán por su propia iniciativa y según sus respectivas atribuciones, las primeras diligencias de prevención y aseguramiento así que tengan noticia de la perpetración del hecho presuntamente delictivo, y la ocupación y custodia de los objetos que provinieren del delito o estuvieren relacionados con su ejecución, dando cuenta de todo ello en los términos legales a la Autoridad Judicial o Fiscal, directamente o a través de las Unidades Orgánicas de Policía Judicial.

Artículo 5.

Cualquiera que sea el funcionario policial que haya iniciado la investigación, habrá de cesar en la misma al comparecer para hacerse cargo de ella la Autoridad Judicial o el Fiscal encargado de las actuaciones, directamente o a través de la correspondiente Unidad Orgánica de Policía Judicial, a quienes hará entrega de las diligencias practicadas y de los efectos intervenidos, así como de las personas cuya detención se hubiese acordado.

CAPITULO II

De las Unidades de Policía Judicial

Artículo 6.

La Policía Judicial con la composición y estructuración que en esta norma se determinan, desarrollará, bajo la dependencia funcional directa de los Jueces y Tribunales y del Ministerio Fiscal, funciones de averiguación del delito y descubrimiento y aseguramiento del delincuente, con arreglo a lo dispuesto en la Ley.

Artículo 7.

Constituyen la Policía Judicial en sentido estricto las Unidades Orgánicas previstas en el artículo 30.1 de la Ley Orgánica de Fuerzas y Cuerpos de Seguridad (RCL 1986\788) integradas por miembros del Cuerpo Nacional de Policía y de la Guardia Civil.

Artículo 8.

Dichas Unidades actuarán conforme a lo dispuesto en el artículo 5º de la Ley de Fuerzas y Cuerpos de Seguridad (RCL 1986\788) y con sujeción a los principios y normas contenidos en el capítulo siguiente de este Real Decreto.

Artículo 9.

Las Unidades Orgánicas de la Policía Judicial se estructurarán con arreglo a criterios de distribución territorial sobre una base provincial. También podrán constituirse secciones de las

mismas en aquellas poblaciones cuyo índice de criminalidad así lo aconseje. Asimismo, se constituirán Unidades con ámbito de actuación que exceda el provincial, por razones de especialización delictual o de técnicas de investigación.

CAPITULO III

De los criterios y normas de actuación de las Unidades Orgánicas de la Policía Judicial

Sección 1 De la dependencia funcional

Artículo 10.

En la ejecución de sus cometidos referentes a la averiguación del delito y descubrimiento y aseguramiento del delincuente, así como de los previstos en los apartados b) a e), del artículo 445 de la Ley Orgánica del Poder Judicial (RCL 1985\1578, 2635 y ApNDL 1975-85, 8375), las Unidades Orgánicas de la Policía Judicial y los funcionarios a ellas adscritos dependen funcionalmente de los Jueces, Tribunales o miembros del Ministerio Fiscal que estén conociendo del asunto objeto de su investigación.

Artículo 11.

Los funcionarios policiales comisionados por la Autoridad Judicial o Fiscal con arreglo al artículo 21 para la práctica de alguna concreta investigación se atenderán en el desarrollo de ésta a las órdenes y directrices que hubieren recibido, sin que las instrucciones de carácter técnico que obtuvieren de sus superiores policiales inmediatos puedan contradecir las primeras.

Artículo 12.

Los referidos funcionarios policiales informarán de la evolución de sus investigaciones y rendirán cumplida cuenta del resultado final de su actuación a la Autoridad Judicial o del Ministerio Fiscal que la hubiere ordenado, en los términos y forma que la misma haya dispuesto.

Artículo 13.

En las diligencias o actuaciones que lleven a cabo por encargo y bajo la supervisión de los Jueces, Tribunales o Fiscales competentes, los funcionarios integrantes de las Unidades Orgánicas de la Policía Judicial tendrán el carácter de comisionados de aquéllos y, en tal concepto, podrán requerir el auxilio necesario de las autoridades y, en su caso, de los particulares.

Artículo 14.

Las diligencias y actuaciones llevadas a cabo por las Unidades Orgánicas de la Policía Judicial tendrán el valor reconocido en las Leyes y gozarán de la especial consideración derivada de la adscripción y del carácter de comisionados de Jueces, Tribunales y Fiscales.

Artículo 15.

Los funcionarios integrantes de las Unidades Orgánicas de la Policía Judicial deberán guardar rigurosa reserva sobre la evolución y resultado de las concretas investigaciones que les hubieren sido encomendadas, así como de todas las informaciones que, a través de ellas, obtengan. La infracción de dicho deber será corregida disciplinariamente, sin perjuicio de otras responsabilidades a que la misma pudiere dar lugar. La obligación de reserva no impedirá, salvo prohibición expresa del Juez o Fiscal competentes, el intercambio interno de información dentro de la Unidad Orgánica para la mejor coordinación y eficacia de los servicios.

Artículo 16.

Los funcionarios de las Unidades Orgánicas de la Policía Judicial no podrán ser removidos o apartados de la investigación concreta que se les hubiere encomendado, hasta que finalice la misma o la fase procesal que la originó, si no es por decisión o con la autorización del Juez o Fiscal competente. Cuando los funcionarios a quienes esté encomendada una concreta investigación hayan de cesar en su destino por causas legalmente establecidas, su cese se participará a la Autoridad Judicial o Fiscal para su conocimiento.

Artículo 17.

Con independencia de las facultades conferidas por la Ley de Enjuiciamiento Criminal a la Autoridad Judicial y al Ministerio Fiscal, el Juez o Tribunal del que dependan los funcionarios adscritos a las Unidades Orgánicas de la Policía Judicial, o, en su caso, el Fiscal competente, podrán instar el ejercicio de la potestad disciplinaria respecto de aquéllos cuando fundadamente entiendan que su conducta ha sido merecedora de sanción. A tal efecto podrán practicar las informaciones reservadas que consideren pertinentes.

En los casos en que los hechos objeto del expediente tengan relación directa con el desarrollo de la investigación, el Juez, Tribunal o Fiscal del que dependan informará con carácter preceptivo en el mismo y podrá emitir cualquier otro informe que considere oportuno durante su tramitación.

Igualmente, podrá instar la concesión de recompensas cuando estime que existen méritos para ello. En uno y otro caso, se le remitirán puntualmente testimonios de las resoluciones recaídas. En todo caso, se le comunicará cualquier medida de suspensión cautelar o provisional del funcionario o los funcionarios policiales afectados.

Sección 2 Principios que caracterizan su actuación y formas en que la misma se exterioriza

Artículo 18.

A las Unidades Orgánicas de la Policía Judicial corresponderá la función de investigación criminal con carácter permanente y especial. A tal fin, contarán con los efectivos y medios necesarios para el eficaz desenvolvimiento de sus cometidos, estableciéndose, en aquellas Unidades en cuyo ámbito de actuación el nivel de delincuencia lo hiciere preciso, los correspondientes equipos de especialización delictual.

Artículo 19.

Los Jueces, Tribunales o Fiscales competentes no podrán encargar a las Unidades de la Policía Judicial otras funciones que las previstas en el artículo 445.1 de la Ley Orgánica del Poder Judicial (RCL 1985\1578, 2635 y ApNDL 1975-85, 8375)) sin perjuicio de las que con carácter excepcional puedan encomendárseles con arreglo al artículo 33 de la Ley Orgánica de Fuerzas y Cuerpos de Seguridad (RCL 1986\788). De estas últimas, se dará cuenta a la Comisión Provincial de Coordinación de la Policía Judicial.

Artículo 20.

Cuando los funcionarios integrantes de las Unidades Orgánicas de la Policía Judicial realicen diligencias de investigación criminal formalmente concretadas a un supuesto presuntamente delictivo, pero con carácter previo a la apertura de la correspondiente actuación judicial, actuarán bajo la dependencia del Ministerio Fiscal. A tal efecto, darán cuenta de sus investigaciones a la Fiscalía correspondiente que, en cualquier momento, podrá hacerse cargo de la dirección de aquéllas, en cuyo caso los miembros de la Policía Judicial actuarán bajo su dependencia directa y practicarán sin demora las diligencias que el Fiscal les encomiende para la averiguación del delito y el descubrimiento y aseguramiento del delincuente.

Artículo 21.

El Juez o Tribunal competente, una vez iniciado el procedimiento penal, y el Fiscal encargado de las actuaciones, en los casos a que se refiere el artículo anterior, se entenderán directamente, y sin necesidad de acudir a instancias administrativas superiores, con el Jefe de la Unidad correspondiente, sea del Cuerpo Nacional de Policía o de la Guardia Civil, para encomendarle la práctica de cualquier investigación o la realización de otras misiones propias de la Policía Judicial. El responsable policial requerido habrá de disponer lo que sea preciso para el eficaz cumplimiento del servicio, participando a la Autoridad Judicial o Fiscal los funcionarios que habrán de llevar a efecto la investigación ordenada. Igualmente, podrá la Autoridad Judicial o Fiscal ordenar que comparezcan ante su presencia, cuantas veces lo considere conveniente el o

los concretos funcionarios policiales a quienes dicha Jefatura haya encargado la ejecución, con el fin de impartir las instrucciones que estime pertinentes, indicar las líneas de actuación y controlar el cumplimiento de sus cometidos o la evolución de sus investigaciones.

Artículo 22.

Excepcionalmente, para realizar actuaciones o pesquisas que, por su trascendencia o complejidad, requieran la permanente adscripción de funcionarios o de medios pertenecientes a grupos policiales especializados, no integrados en la correspondiente Unidad Orgánica, o cuya investigación haya de extenderse a varias provincias con ámbito territorial superior al de la Autoridad Judicial o Fiscal que ordene la investigación, el encargo habrá de cursarse por conducto del Presidente del Tribunal Supremo o del Fiscal General del Estado, del Presidente o Fiscal de la Audiencia Nacional o de los del Tribunal Superior de Justicia respectivo.

Cuando se trate de la adscripción permanente a una concreta investigación de funcionarios integrados en la correspondiente Unidad Orgánica, en caso de discrepancia, resolverá el Jefe de la correspondiente Unidad Orgánica, previo informe de la Comisión Provincial de Coordinación de la Policía Judicial.

CAPITULO IV

De las Unidades de la Policía Judicial adscritas a determinados Juzgados, Tribunales o Fiscalías

Sección 1 De la composición y régimen de las Unidades adscritas

Artículo 23.

El Ministerio del Interior, previo informe favorable del Consejo General del Poder Judicial o a su propuesta, podrá asignar con carácter permanente y estable a los Juzgados y Tribunales que por su ritmo de actividades lo requieran Unidades de Policía Judicial especialmente adscritas a los mismos.

De igual manera se adscribirán a aquellas Fiscalías que se estimen precisas, oído el Fiscal General del Estado y atendiendo preferentemente a aquéllas con respecto a las cuales exista propuesta o informe favorable de éste.

Artículo 24.

Las Unidades adscritas de la Policía Judicial formarán parte integrante de la correspondiente Unidad Orgánica provincial en cuya estructura se incardinarán y de cuyos medios materiales y humanos se surtirán. Los funcionarios que las integren se mantendrán de modo permanente y estable asignados a las mismas. Ello no obstante, la pertenencia a estas

Unidades podrá dejarse sin efecto por el órgano competente, previo informe favorable que, con carácter preceptivo y vinculante, emitirá la Comisión Provincial de Coordinación. También quedará sin efecto cuando concurra alguna otra causa legal que determine su cese o traslado.

Artículo 25.

Las Unidades de la Policía Judicial, especialmente adscritas a órganos jurisdiccionales o Fiscalías, deberán, en lo posible, tener su sede en las propias dependencias o edificios judiciales y Fiscalías. A tal fin se habilitarán los locales adecuados.

Artículo 26.

Tales Unidades quedarán asignadas a los respectivos Decanatos, en los que radicará la función de coordinación general, pero su dependencia funcional directa en la realización de cometidos específicos de investigación criminal se establecerá respecto de cada órgano jurisdiccional y, muy especialmente, respecto del Juzgado de Guardia y Fiscal de Guardia, a los que atenderán de modo preferente.

En los supuestos en que dichas Unidades se adscriban a órganos jurisdiccionales o fiscales de ámbito nacional, autonómico, supraprovincial o provincial, la dependencia directa se entenderá referida al respectivo Presidente o Fiscal Jefe.

Artículo 27.

Las Unidades especialmente adscritas se compondrán, tanto de funcionarios diplomados y especializados en Policía Judicial que hayan superado los cursos de selección previstos en el capítulo V de esta disposición como de otros efectivos policiales no necesariamente dotados de aquella formación especializada, para funciones auxiliares y de apoyo.

Sección 2 De las atribuciones y cometidos de las Unidades adscritas

Artículo 28.

Las unidades especialmente adscritas, en su labor de asistencia directa a los órganos del orden jurisdiccional penal y muy en especial al Juzgado y Fiscal de Guardia, desempeñarán cometidos de investigación criminal especializada propios de una Policía científica. Dentro de este ámbito de funciones podrá encomendárseles la práctica de las siguientes:

- a) Inspecciones oculares.
- b) Aportación de primeros datos, averiguación de domicilios y paraderos y emisión de informes de solvencia o de conducta.

- c) Emisión, incluso verbal, de informes periciales provisionales, pero de urgente necesidad para adoptar decisiones judiciales que no admiten dilación.
- d) Intervención técnica en levantamiento de cadáveres.
- e) Recogida de pruebas.
- f) Actuaciones de inmediata intervención.
- g) Cualesquiera otras de similar naturaleza a las anteriores.
- h) Ejecución de órdenes inmediatas de Presidentes, Jueces y Fiscales.

Artículo 29.

Cuando de las actuaciones iniciales realizadas por la correspondiente Unidad adscrita se desprenda la necesidad de practicar una más extensa investigación o que requiera la utilización de medios de los que aquella no disponga, se dará traslado de las diligencias a la Unidad Orgánica, que recibirá de la Autoridad Judicial las instrucciones y orientaciones precisas para la eficaz culminación del servicio, sin perjuicio de que en dichas actuaciones adicionales puedan contarse con la colaboración de los funcionarios que practicaron las primeras diligencias.

Artículo 30.

Corresponde al Jefe de la respectiva Unidad adscrita la determinación concreta de los funcionarios que habrán de asumir, en cada caso, uno u otros cometidos, dando cuenta a la Autoridad Judicial o Fiscal de la que emanase la orden. Igualmente el Jefe de la Unidad adscrita mantendrá respecto de la Unidad Orgánica, de la que forma parte, estrechas relaciones de coordinación en aras de la mayor eficacia.

CAPITULO V

De las Comisiones de Coordinación de la Policía Judicial

Sección 1 De su composición

Artículo 31.

Se crean las Comisiones Nacional y Provinciales de Coordinación de la Policía Judicial con el fin de armonizar y lograr la unidad de dirección en las fuerzas policiales adscritas a la investigación criminal.

Artículo 32.

La Comisión Nacional de Coordinación de la Policía Judicial, estará integrada por:

- a) El Presidente del Tribunal Supremo y del Consejo General del Poder Judicial, que la presidirá cuando asista personalmente.
- b) El Ministro de Justicia.
- c) El Ministro del Interior.
- d) El Fiscal General del Estado.
- e) El Secretario de Estado para la Seguridad.
- f) Un Vocal del Consejo General del Poder Judicial, nombrado y separado libremente por el Pleno de dicho órgano.
- g) Un miembro de la Carrera Judicial nombrado y separado por el Consejo General del Poder Judicial, que tenga, al menos, la categoría de Magistrado.

En caso de ausencia personal del Presidente del Tribunal Supremo y del Consejo General del Poder Judicial, ostentará la presidencia el miembro de la Comisión a quien corresponda por razón de precedencia.

Artículo 33.

El Presidente del Tribunal Supremo podrá delegar en un Magistrado de la Sala Segunda de dicho Alto Tribunal. El Ministro de Justicia, en el Subsecretario o en el Director general de relaciones con la Administración de Justicia. El Ministro del Interior y el Secretario de Estado para la Seguridad, en el Director general de la Policía o en el Director general de la Guardia Civil. El Fiscal General del Estado, es un Fiscal de Sala del Tribunal Supremo.

Artículo 34.

Las Comisiones Provinciales de Coordinación de la Policía Judicial estarán compuestas por:

- a) El Presidente de la Audiencia Provincial, que la presidirá.
- b) El Fiscal Jefe de la Audiencia.
- c) El Magistrado Juez Decano de los Juzgados de Primera Instancia e Instrucción de la capital de la provincia.
- d) El Jefe de la Unidad Orgánica de la Policía Judicial del Cuerpo Nacional de Policía.
- e) El Jefe de la Unidad Orgánica de Policía Judicial de la Guardia Civil.

Artículo 35.

Eventualmente podrán incorporarse a las Comisiones Nacionales y Provinciales, para el tratamiento de materias concretas o para realizar tareas de auxilio técnico y documentación, otras Autoridades o funcionarios, cuyo criterio o asesoramiento se estime necesario.

Igualmente, podrán constituirse Comités técnicos para el estudio de temas específicos.

El nombramiento de Secretario de la Comisión se regirá por lo dispuesto en el artículo 13 de la Ley de Procedimiento Administrativo (RCL 1958\1258, 1469, 1504; RCL 1959\585 y NDL 24708).

Sección 2 De sus atribuciones y régimen de funcionamiento

Artículo 36.

La Comisión Nacional tendrá las siguientes atribuciones:

- a) Efectuar estudios permanentemente actualizados acerca de la evolución y desarrollo de la delincuencia.
- b) Emitir informes o realizar propuestas de planes generales de actuaciones de la Policía Judicial contra la criminalidad.
- c) Intervenir, con estricto respeto al principio de independencia judicial en las actuaciones jurisdiccionales, para unificar criterios o resolver eventuales incidencias que dificulten el adecuado funcionamiento de la Policía Judicial o cualesquiera otras que puedan surgir en las relaciones entre la Autoridad Judicial o Fiscal y la Policía Judicial.
- d) Emitir informe sobre la fijación o modificación de las plantillas de las Unidades Orgánicas de Policía Judicial, así como sobre los medios materiales a las mismas asignados, adoptando las iniciativas que estime pertinentes sobre la materia.
- e) Conocer de las incidencias que puedan producirse en orden a la especial adscripción de funcionarios o medios a que se refieren los artículos 31.2 de la Ley de Fuerzas y Cuerpos de Seguridad (RCL 1986\788), y 22 de este Real Decreto.
- f) Unificar criterios e impartir instrucciones en relación con la actuación de las Comisiones Provinciales.
- g) Armonizar las actuaciones de investigación de la criminalidad cuyo ámbito territorial desborde el de una Unidad Orgánica.
- h) Conocer previamente de los nombramientos de los altos responsables de las Unidades Orgánicas de la Policía Judicial en sus distintos niveles.
- i) Informar los anteproyectos de disposiciones generales reguladoras de la Policía Judicial.
- j) Cualesquiera otras de análoga naturaleza o que le sean asignadas en el futuro.

Artículo 37.

Las Comisiones Provinciales tendrán las siguientes competencias:

- a) Las reguladas en los apartados a), b), c) y d) del artículo anterior, dentro de su ámbito provincial.

b) Informar con carácter preceptivo las peticiones de adscripción de funcionarios o equipos de la Unidad Orgánica Provincial a un determinado órgano judicial o Fiscalía para una investigación concreta y que le hayan sido sometidas por el Jefe de aquélla.

c) Informar con carácter preceptivo y vinculante las propuestas de remoción de funcionarios pertenecientes a las Unidades adscritas a que se refiere el artículo 24 de este Real Decreto.

d) Aplicar las directrices emanadas de la Comisión Nacional y elevar a la misma los informes y propuestas correspondientes.

e) Informar las propuestas de recompensas y tener conocimiento de los expedientes disciplinarios incoados en los demás supuestos no contemplados en el artículo 17 de este Real Decreto.

f) Cualesquiera otras de análoga naturaleza o que le sean asignadas en el futuro.

Artículo 38.

La Comisión Nacional celebrará, al menos, una reunión trimestral. Las Comisiones Provinciales se reunirán con periodicidad mensual, a convocatoria de su Presidente que fijará el orden del día. El régimen jurídico de las Comisiones será el previsto para los Organos colegiados en la Ley de Procedimiento Administrativo (RCL 1958\1258, 1469,1504; RCL 1959\585 y NDL 29708).

CAPITULO VI

De la selección, formación y perfeccionamiento de los integrantes de las Unidades Orgánicas de la Policía Judicial

Sección 1 Disposiciones generales

Artículo 39.

La integración de funcionarios policiales en Unidades Orgánicas de la Policía Judicial requerirá una previa formación especializada, que se acreditará mediante el correspondiente título obtenido tras la superación de las pruebas que al efecto se establezcan. Para la obtención de dicho título será requisito imprescindible estar en posesión del diploma expedido por el Centro de Estudios Judiciales.

Artículo 40.

La referida especialización, con los niveles que se determinen, se cursará en dos fases, de las cuales, la primera tendrá lugar en los Centros de Formación y Perfeccionamiento de las Fuerzas y Cuerpos de Seguridad del Estado, y la segunda, en el Centro de Estudios Judiciales, con la participación docente en ambas fases de miembros de la Judicatura y del Ministerio Fiscal, Catedráticos y Profesores de Universidad y de otras profesiones jurídicas.

Sección 2 De la formación y perfeccionamiento en los Centros de las Fuerzas y Cuerpos de Seguridad del Estado

Artículo 41.

Los Centros de Formación y Perfeccionamiento de las Fuerzas y Cuerpos de Seguridad del Estado intervendrán en los procesos de selección a través de los cursos generales de acceso a los respectivos Cuerpos y de los cursos de especialización que se establezcan al efecto.

Artículo 42.

En el plan de estudios de los cursos de acceso a la Escala Ejecutiva del Cuerpo Nacional de Policía y al empleo de Oficial en el Cuerpo de la Guardia Civil se incluirán cuantas materias sean necesarias para la adquisición de una formación especializada, orientada al desarrollo de funciones de policía judicial.

En el plan de estudios de los cursos de acceso a las demás Escalas del Cuerpo Nacional de Policía y a los restantes empleos del Cuerpo de la Guardia Civil, se incluirán, al menos, las disciplinas necesarias para posibilitar el desempeño de la función de policía judicial en sentido genérico.

Artículo 43.

Dichos Centros docentes programarán, asimismo, cursos de actualización y cursos monográficos de Policía Judicial en sus diversas manifestaciones, al objeto de atender a la formación permanente y al perfeccionamiento de los funcionarios que hayan de desempeñar cometidos de policía judicial en las correspondientes Unidades Orgánicas.

Sección 3 De la formación y perfeccionamiento en el Centro de Estudios Judiciales

Artículo 44.

Los funcionarios que hayan superado los cursos de especialización en Policía Judicial impartidos por los Centros de Formación de las Fuerzas y Cuerpos de Seguridad del Estado, podrán acceder a los cursos específicos que se programen al efecto por el Centro de Estudios Judiciales. En este proceso selectivo se tendrá también en consideración la necesidad de establecer dos niveles formativos, referidos, respectivamente, a las Escalas y Empleos superiores e inferiores de las Fuerzas y Cuerpos de Seguridad.

Artículo 45.

Una vez superado el curso programado por el Centro de Estudios Judiciales, se expedirá el correspondiente diploma, que habilitará para obtener la correspondiente titulación y ocupar destinos en Unidades Orgánicas de la Policía Judicial.

DISPOSICIONES TRANSITORIAS

Primera. Todos los miembros de las Fuerzas y Cuerpos de Seguridad del Estado que, a la entrada en vigor de este Real Decreto, estén desempeñando funciones de policía judicial, continuarán desarrollándolas integrados en las correspondientes Unidades Orgánicas, hasta tanto se cubran dichos puestos con funcionarios especializados. Asimismo, podrán acceder a dicha especialización y a la obtención del oportuno diploma, mediante la realización de los cursos especiales y, en su caso, descentralizados, que se establezcan. Los integrantes del Cuerpo Nacional de Policía y de la Guardia Civil que, a la entrada en vigor de este Real Decreto, no realicen funciones de policía judicial, podrán acceder a los cursos de especialización del Centro de Estudios Judiciales, previa superación de los procesos internos de aptitud.

Segunda. Las atribuciones que este Real Decreto confiere a los Presidentes de los Tribunales de Justicia se entenderán hechas, en cuanto subsistan, a los de las Audiencias Territoriales.

DISPOSICION FINAL

El presente Real Decreto entrará en vigor el día siguiente al de su publicación en el «Boletín Oficial del Estado».